



Bulletin

FrancoPaix

Vol. 3, no 4 - Avril 2018

Les élections de 2018 au Mali : un tournant ?

Par Jonathan Sears

Résumé exécutif

- Avec les élections présidentielles au Mali prévues le 29 juillet et les élections locales prévues le 25 octobre, l'année 2018 sera un moment très important dans l'histoire politique du Mali.
 - Même si des élections modérément fiables dans la majeure partie du territoire du Mali montrent un degré de projection du pouvoir étatique et du contrôle administratif, elles risquent également de renforcer les conditions qui ont entraîné la dégradation du pluralisme malien entre 2002 et 2012 et de préserver une reconnaissance inégale de l'autorité gouvernementale.
 - Devant de telles préoccupations, les acteurs enhardis de l'opposition critiquent, de plus en plus vivement, les politiques et le gouvernement actuels, avec une force et une cohérence de plus en plus importante.
 - En réponse, et avec des discours de changement et de renouveau de plus en plus répandus, la classe politique malienne est critiquée de l'intérieur et de l'extérieur.
- De toute évidence, le contexte électoral de 2018 est difficile : les difficultés liées à la gouvernance, à la sécurité et à l'économie politique ont érodé la confiance du public, et elles continuent de miner le rétablissement durable de l'autorité de l'État.
- Cet article examine le contexte politique général des élections présidentielles, régionales et locales (« de proximité ») à venir au Mali. En premier lieu, la coalition pour appuyer la candidature du président actuel Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) pour un second mandat contraste avec l'opposition moins structurée autour de « tout sauf IBK ». Avant d'examiner l'importance de la campagne de l'opposition cherchant à dépasser l'idée d'une simple « alternance », nous faisons le point sur les écarts entre les diverses préoccupations quotidiennes des Maliens dans l'ensemble du pays et les dynamiques des élites politiques, étant donné que la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2015 est étroitement liée aux élections à venir. Pour prendre au sérieux l'importance capitale que revêtent les élections de 2018 dans l'histoire politique du Mali, nous examinons en quoi les appels à aller au-delà de l'alternance soulignent les aspirations de transformation profonde de la



« Si les acteurs opposés au système actuel, les opinions et les mouvements actuellement actifs ne sont pas représentés de manière adéquate dans les résultats du scrutin en 2018, alors ces mobilisations pourraient produire des possibilités réelles de perturbation sociale plus générale, s'ajoutant à une instabilité déjà élevée dans bien des régions du pays. »

politique et de la gouvernance du Mali, et même de la structure de l'État. Nous concluons que les élections de 2018 ont un grand rôle à jouer dans la perpétuation ou la remise en question de la gouvernance du statu quo, mais aussi d'empêcher des changements significatifs. Les conséquences pourraient être une perturbation sociale plus généralisée, une situation qui pourrait éventuellement permettre la réinvention de l'autorité de l'État malien.

Avec les élections présidentielles au Mali prévues le 29 juillet et les élections locales prévues le 25 octobre, l'année 2018 sera un moment très important dans l'histoire politique du Mali. Le mandat de 2013 à 2018 du président sera évalué. Pour la coalition qui appuie la candidature d'IBK pour un second mandat¹, il est essentiel de poursuivre avec le président pour maintenir le processus de paix et donc préserver la stabilité sociale où elle est encore enracinée. Selon cette coalition, sans le renouvellement du mandat d'IBK, la situation de plus en plus difficile au Mali pourrait devenir encore plus précaire. Les évaluations critiques abondent à l'égard d'IBK et de ses partisans. Des acteurs politiques de l'opposition, des militants de la société civile, des journalistes et le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies critiquent

les résultats insatisfaisants d'IBK, en particulier à l'égard de la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2015.² Celui-ci n'a pas vraisemblablement ouvert de voie pour sortir de la crise de 2012-2013, qui repose sur une dynamique héritée de deux mandats (2002–2007, 2007–2012) de l'ancien président Amadou Toumani Touré (ATT).

Les coalitions de partis politiques et la gouvernance fondée sur le consensus ont ancré la passivité du gouvernement à l'égard du mécontentement populaire et ont préservé les déficits institutionnels ainsi que le rendement médiocre des représentants.³ Ce gouvernement divisé de l'intérieur n'a pas maintenu de vision stratégique cohérente, et a connu cinq premiers ministres en moins de cinq ans. Des réalisations partielles, des omissions, des échecs et de faux départs découlent fondamentalement d'un manque de leadership efficace et d'un processus d'appropriation significatif, en particulier à l'égard des réformes liées à l'Accord. Des indices d'intensification de la crise en 2018 montrent le besoin urgent de transformations au-delà des activités entreprises depuis 2013.⁴

Donc, même si des élections modérément fiables sur une

grande partie du territoire du Mali montrent un degré de projection du pouvoir étatique et du contrôle administratif, elles risquent également de renforcer les conditions qui ont entraîné la dégradation du pluralisme malien entre 2002 et 2012 et de préserver une reconnaissance inégale de l'autorité gouvernementale. En outre, si les acteurs opposés au système actuel, les opinions et les mouvements actuellement actifs ne sont pas représentés de manière adéquate dans les résultats du scrutin de 2018, alors ces mobilisations pourraient produire de réelles perturbations sociales généralisées, s'ajoutant à une instabilité déjà élevée dans bien des régions du pays. Néanmoins, les acteurs très déçus par le mandat présidentiel d'IBK depuis 2013 doivent reconnaître 1) l'influence persuasive des investissements effectués et promis pendant la campagne électorale, notamment de meilleures conditions pour le personnel des forces armées; 2) les réalisations, quoique modestes, d'IBK depuis cinq ans et 3) la préoccupation selon laquelle les candidats de l'opposition ne sont pas en meilleure position pour gouverner de manière très différente.

Les forces de l'opposition galvanisées par le slogan « tout sauf IBK ».⁵

Devant de telles préoccupations, les acteurs enhardis de l'opposition critiquent, de plus en plus vivement, les politiques et le gouvernement actuels, avec une force et une cohérence de plus en plus importante. Pour les candidats sortants, ces critiques pourraient représenter une pression grandissante. Par ailleurs, on perçoit des indices d'un comportement de l'État de plus en plus dur vis-à-vis des forces de l'opposition.⁶ La répression des rassemblements aura des résultats imprévisibles, quoique l'opposition semble plus susceptible d'être galvanisée que dissipée. La mobilisation de la plateforme « Touche pas à ma constitution » de 2017 contre le référendum constitutionnel est instructive. Elle pourrait donner un aperçu des dynamiques de la campagne électorale à venir. La polarisation du « oui » et du « non » pendant la campagne illustre les contradictions dans les différents segments des acteurs et des cultures politiques du Mali, tant élitistes que populaires. En outre, les partisans de la réforme constitutionnelle n'ont pas réussi à sensibiliser ou convaincre le public de la place des changements constitutionnels dans le processus de paix.⁷

Ces critiques et échecs renforcent les doutes et mettent en évidence le manque de pertinence et d'utilité que de nombreux citoyens du pays ressentent à l'égard du gouvernement.

Ce dernier est perçu comme déconnecté de nombreuses préoccupations quotidiennes des Maliens. Les candidats sortants misent sur les ressources liées à leurs statuts, et les autorités intérimaires mandatées dans le cadre de l'Accord préparent leurs stratégies électorales pour le vote de proximité d'octobre 2018.⁸ Peu importe comment les promesses, les négociations et les compromis se joueront à l'été et à l'automne 2018, cette dynamique perpétue la perception que la politique électorale ne fonctionne pas nécessairement pour mettre au pouvoir des acteurs légitimes. Au contraire, elle renforce plutôt les négociations en coulisse de postes et l'influence entre les élites nationales et régionales. Tous ces éléments entraînent des questions cruciales de participation (qui est mobilisé et par qui) et de représentation (qui parle au nom de qui à qui) également en jeu dans les élections (présidentielles, et surtout de proximité). Outre la préservation ou la recherche de l'accès aux ressources gérées par l'État ainsi que les relations patron-client, ces candidats cherchent-ils d'une manière crédible un intérêt public plus vaste ? Un déclin de l'appui autrefois fort à l'égard d'IBK de la part de joueurs importants du Mali est également révélateur. De plus, la dynamique actuelle côtoie les histoires de fraude électorale délibérée, d'intimidation et de contournement des procédures officielles. Outre ces élites manœuvrant pour l'appui et

l'influence, dans certaines populations, le pouvoir de l'État est pire qu'insignifiant : il est suspect, qu'il soit dysfonctionnel, négligent, discriminatoire ou prédateur.⁹

Dans ce contexte, les élections de 2018 entraîneront simultanément 1) la relégitimation et le renforcement des institutions et des rôles de l'État, ainsi que les normes et les pratiques d'ordre socioculturel non étatique, mais aussi 2) une remise en question importante de ces institutions, des normes et des pratiques qui légitiment le pouvoir de l'État malien.¹⁰ Tout aussi paradoxal, une meilleure transparence publique ne produit pas nécessairement ou immédiatement une meilleure responsabilisation. Lorsqu'ils sont amplifiés par les organisations de la société civile et l'activisme médiatique, les rapports du vérificateur général sur la fraude et la mauvaise gestion à la fois exposent et concrétisent les fondements de la méfiance publique à l'égard des institutions de l'État en raison de poursuites lentes, inégales ou absentes.¹¹ La faiblesse de la confiance entre les groupes et les principaux acteurs pour organiser des élections crédibles est aggravée par des obstacles logistiques importants, un calendrier ambitieux de tâches dans des conditions de sécurité difficiles selon les zones, ainsi qu'une coordination — et une discorde — entre de multiples structures administratives, des acteurs

de l'opposition et des entités donatrices et partenaires.¹² Plus de cinq années de crise ont compliqué et aggravé ces enjeux. Les élections de 2018 manifesteront non seulement les doutes profonds des Maliens, mais également leur désir profond d'un changement important et durable.

Au-delà de l'alternance

En réponse, et avec des discours de changement et de renouveau de plus en plus répandus, la classe politique malienne est critiquée de l'intérieur et de l'extérieur. Des activistes notoires comme Youssouf « Ras Bath » Bathily questionnent haut et fort l'existence, sur la scène politique malienne, de candidats qui représentent vraiment des alternatives crédibles. En particulier au sein d'une génération d'activistes très portés sur les réseaux sociaux, qui émerge depuis 2012-2013, les acteurs de la société civile et les médias engagés expriment, de plus en plus fort, leur droit à une gouvernance plus représentative, adaptée et transparente.¹³ Le grave problème de méfiance publique à l'égard des institutions étatiques est également reconnu par les appels à une « nouvelle gouvernance » de certains candidats à la présidentielle. En effet, on ne veut « [p]as une alternance qui consiste à remplacer le président Ibrahim Boubacar Keita », mais plutôt « un changement profond : un renouvellement et rajeunissement de la classe politique, des actions fortes contre la corruption notamment des élites, une décentralisation importante ».¹⁴

De toute évidence, le contexte électoral de 2018 est difficile : les difficultés liées à la gouvernance, à la sécurité et à l'économie politique ont érodé la confiance du public, et elles continuent de miner le rétablissement durable de l'autorité de l'État. Les électeurs maliens sont également aux prises avec des causes systémiques de marginalisation découlant du processus démocratique. De par le faible taux d'alphabétisation et de formation civique, il est difficile pour les citoyens de faire face à la fraude, à la corruption, et aux biais des institutions électorales.¹⁵ Malgré le slogan « L'alternance en 2018 pour sauver le Mali », de nombreux acteurs de l'opposition entretiennent des liens étroits avec le système politique actuel et le passé récent de crises au Mali.¹⁶ Même lorsque les « nouveaux dirigeants » se distinguent de « l'ancienne garde », le contexte politique morcelé favorise les alliances stratégiques afin de mettre à profit les infrastructures de soutien locales solides. Personnalisé plus que programmatique, le pluralisme politique du Mali est imbriqué dans des réseaux des candidats. De telles caractéristiques peuvent préserver une certaine stabilité, mais peuvent également renforcer les perceptions que les vraies alternatives politiques sont très limitées. Par conséquent, des acteurs de changement

sincères ayant des liens étroits avec le gouvernement du Mali ont de la difficulté à incarner l'idée qu'ils sont assez différents pour être en mesure d'agir différemment à l'égard de ce qui compte le plus pour les Maliens, soit la gouvernance, le processus de paix et le développement socioéconomique.¹⁷

Conclusion : vers une transformation de la politique et des institutions ?

À la question de savoir qui gouverne s'ajoute la question fondamentale du caractère de l'État malien, peu importe les divers acteurs administratifs et politiques au pouvoir. Le gouvernement d'IBK a fait très peu pour rétablir la confiance des populations les plus marginalisées du Mali. Par conséquent, les questions de capacité, de légitimité et de pertinence de l'État sont étroitement liées à la réputation mitigée du gouvernement. Les attentes des Maliens, exprimées dans le cadre des processus électoraux, peinent à trouver un sol fertile dans les conditions difficiles actuelles de faible gouvernance, d'économie dépendante, de développement inégal et d'insécurité multiforme. Dans la décennie avant la période troublée de 2012-2013, de multiples crises alimentaires ont grandement ébranlé les moyens de subsistance des familles les plus pauvres et ont exposé les plus vulnérables — en particulier les femmes et les enfants dans les régions rurales — à des risques, à des privations et à des fardeaux plus importants.

Les attentes présentées au cours de la campagne électorale de 2018 sont très élevées. Un « raccourci vers la modernisation »¹⁸ de la « vie économique, politique, sociale et administrative »¹⁹ demeure au cœur de l'idée de l'État nation malien, alimentée par une bourgeoisie bureaucratique, depuis l'indépendance, et élaborée par la classe politique en partenariat avec les donateurs. À mesure que les financements des donateurs abondent, les candidats sortants comme les candidats de l'opposition peuvent se permettre de proposer des programmes ambitieux aux citoyens. Ainsi, à travers la distribution d'avantages et de cadeaux, dans les conditions actuelles au Mali, les « patrons » peuvent trouver des « clients » enthousiastes. En effet, ces derniers ont eux aussi des besoins matériels importants (personnels) mais aussi des obligations (familiales et sociales).

De toute évidence, gouverner l'économie politique de crise du Mali, ainsi que la stabilisation et la réconciliation nécessitent un diagnostic et des attentes réalistes, fondés sur une évaluation appropriée des conditions difficiles et variées du climat, de la démographie et des ressources sur l'ensemble du territoire malien. Dans cette optique, le Mali a

impérativement besoin d'institutions et de gouvernance largement légitimes et représentatives des besoins et des aspirations des populations dans leurs contextes national, régional et local. Comme l'a expliqué le premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga, « s'il n'y a pas d'élection, personne n'aura une base juridique pour gouverner »²⁰. En outre, la visite du premier ministre Maïga dans le centre et le nord du Mali, du 22 au 26 mars 2018, visait à montrer la volonté du gouvernement à organiser des élections libres et transparentes partout au pays malgré la situation sécuritaire difficile. Les indices d'intensification de la crise en 2018 ont comme point de départ la situation sécuritaire très préoccupante. Cependant, les Maliens de différentes régions subissent ces insécurités de manière différente²¹, et cette diversité joue un rôle crucial dans la manière dont ils entendent les promesses des représentants du gouvernement et des candidats. Les élections disposent peut-être du fondement juridique pour la gouvernance (selon la Constitution du Mali et les relations avec les donateurs); cependant, elles ne solidifient pas automatiquement la légitimité dans l'ensemble du pays. La manière dont les Maliens subissent ces conditions difficiles teinte leur enthousiasme à l'égard de la démocratie électorale. Et lorsqu'on critique le comportement des élites maliennes comme étant corrompu et non responsable, les sondages d'opinion « dénotent une nostalgie persistante de l'autoritarisme ».²²

Donc, bien que les Maliens comprennent que les exigences procédurales et juridiques du processus démocratique sont extrêmement importantes pour faire obstacle aux excès d'une dictature, la résistance des Maliens à l'égard des gouvernements autoritaires ne dissipe pas complètement une tolérance, voire un désir d'acteurs étatiques solides, d'un pouvoir paternel (bienveillant, sinon sévère) pratiquant le patronage plutôt que de répondre aux demandes de service public.²³ L'État malien demeure le lieu de processus contestés de négociation de perspectives différentes concernant l'autorité de l'État. Les 25 années de décentralisation incomplètes et inégales au Mali ont laissé en héritage des divergences entre les principaux acteurs politiques sur le degré souhaitable et possible de responsabilités et de pouvoirs centraux et décentralisés. Ce noyau persistant de désaccord a pour conséquence qu'il est difficile d'envisager les élections comme un mécanisme de légitimation de l'autorité gouvernementale et d'une réconciliation future. Les présidentielles de 2018 et les élections de proximité sont maintenant mutuellement constitutives des étapes actuelles et futures de la mise en œuvre de l'Accord de paix.

Comme le fait remarquer l'ancien ministre de la décentralisation Ousmane Sy, « les élections ne sortent pas un pays de

la crise [...] la conquête du pouvoir n'est utile que s'il y a un pays ».²⁴ Au delà de la lutte électorale se trouve le besoin ressenti de reconstruire et de corriger les modèles politiques et institutionnels gravement défailants de la démocratie malienne. Partout où l'État est rejeté, il faut « reconquérir le cœur des communautés [...], ce qui ne peut être fait que par un État différent de l'actuel dans sa conception, dans ses pratiques et même dans son existence ».²⁵ Il s'agit d'une grande refondation des relations entre l'État et la société sur des bases électorales et démocratiques, où des mécanismes institutionnels répondent aux multiples sites d'ordre socio-culturel et d'autorité morale dans les localités du pays. Les élections de 2018 offriront un fondement juridique minimal et nécessaire à la gouvernance nationale et à une coopération internationale continue. Les deux, évidemment, sont nécessaires aux tâches massives de reconstruction de la confiance publique et des relations entre l'État et la société, en accord avec la diversité du Mali.²⁶ Il convient également d'observer et d'examiner attentivement la mesure dans laquelle les élections de 2018 aideront à rétablir et à renforcer le pouvoir des dirigeants communautaires et nationaux ainsi qu'à créer une confiance en eux, surtout chez les jeunes. L'autorité morale contextuelle et contestée des cercles politiques est un élément crucial des institutions, des acteurs et des cultures politiques du Mali.²⁷ Les élections de 2018 portent un lourd fardeau. Elles ne doivent pas exclure les possibilités de changements importants, pour un exercice de rituel électoral, mais plutôt donner courage et habiliter les Maliens à innover, à rénover et à réinventer la présence de l'État partout au pays.

Jonathan Sears est professeur adjoint d'études du développement international au Collège Menno Simons et professeur adjoint de science politique à l'Université de Winnipeg (Canada).

¹ Baba Ahmed, '[Présidentielle au Mali : autour d'IBK, une coalition en quête d'unité](#)', *Jeune Afrique*, 5 mars 2018; '[Mali: Ibrahim Boubacar Keïta serait candidat à sa succession](#)', *RFI*, 11 mars 2018.

² Observatoire pour les Élections et la Bonne Gouvernance au Mali, '[Élection présidentielle de 2018 au Mali](#)', 24 mars 2018; UNSC, '[Report of the Secretary-General on the situation in Mali](#)', S/2017/1105 26 décembre 2017; Friedrich Ebert Foundation, '[Que pensent les Maliens?](#)' *Mali-mètre no. 9*, 2017; Joseph Brunet-Jailly, '[La situation politique du Mali à quatre mois de l'élection présidentielle](#)', *Mediapart [blogue]*, 23 mars 2018.

³ Jamie Bleck and Nicolas van de Walle, 'Parties and issues in Francophone West Africa: Towards a theory of non-mobilization' *Democratization* 18(5), 2011, pp. 1125–1145; Isaline Bergamachi, 'The Fall of a Donor Darling: The Role of Aid in Mali's Crisis', *Journal of Modern African Studies* 52(3), 2014, pp. 347–78.

⁴ Ousmane Sy, interviewé par Bokar Sangaré, '[Le Mali veut organiser une élection présidentielle alors que la situation sécuritaire est pire qu'en 2013](#)', *Le Monde*, 26 février 2018.

⁵ Aliou Badara Diarra, '[Coup De Tonnerre A Koulouba : IBK perd les soutiens du Cherif de Niore et de Mahamoud Dicko](#)', *L'Enqueteur*, 16 janvier 2018. En se joignant au concert de 'tout sauf IBK', le président du Haut Conseil islamique du Mali, Mahamoud Dicko, illustre la diminution du soutien à IBK d'une base religieuse potentiellement importante, pour qui les discours politiques fondés sur la foi, non seulement décrivent la corruption et l'impunité, mais aussi critiquent l'autorité morale du président sortant, ainsi que ceux qui pourraient être le plus étroitement associés à lui.

⁶ '[Bamako : Une manifestation contre la « partialité » de la France dans la crise malienne violemment empêchée par les forces de l'ordre.](#)' *Le Republicain*, 11 janvier 2018; Baba Ahmed, '[Mali : montée de la grogne dans l'armée à la veille de la présidentielle](#)', *Jeune Afrique*, 8 février 2018.

⁷ Baba Dakono, '[Les leçons de l'échec de la révision constitutionnelle au Mali.](#)' *ISS Today*, 30 août 2017; Baba Dakono and Khadija Maïga, '[2018 Mali's problems are much bigger than July's presidential election](#)', *ISS Today*, 26 mars 2018.

⁸ Moussa Mara, '[Le nouveau code des collectivités territoriales qui nous éloigne de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale!](#)', *Moussamara.com*, 26 octobre 2017. La lecture de la loi et de l'Accord par Mara, ancien Premier ministre et candidat à la présidence en 2018, est sans aucun doute éclairée par sa position, mais signale néanmoins utilement l'éventail des problématiques, indépendamment de son évaluation des implications.

⁹ Adam Sandor, '[Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali](#)', *Centre FrancoPaix Mali Project report*; Ibrahim Maïga, 'Au Mali, la myriade de groupes armés constitue un obstacle à la paix', *ISS Today*, 6 février 2018.

¹⁰ La reconnaissance et la formalisation de certaines autorités coutumières ou religieuses, telles qu'elles sont envisagées dans l'Accord, sont au cœur de nombreuses questions complexes et contestées de représentativité, d'identité et de stratification sociale au sein des communautés et entre elles. [Accord Pour La Paix Et La Réconciliation Au Mali Issu Du Processus D'alger, Partie V : Réconciliation, Justice et Questions Humanitaires, Chapitre 14 Réconciliation et Justice.](#)

¹¹ Le Vérificateur Général, [Rapport annuel 2015](#); Jonathan Sears, '[Unmet Hopes to Govern Mali's persistent Crisis](#)', *Centre FrancoPaix A Stabilizing Mali Project Report*, août 2017; C.f. Nicolas Beau '[Mali, des détournements gigantesques sur le matériel militaire](#)', *Mondafrique*, 19 février 2018.

¹² '[Soumeylou Boubeye Maiga: il y aura de nouvelles cartes d'électeurs](#)', *BBC Afrique*, 20 mars 2018; '[Chronogramme de l'élection présidentielle](#)', *Le Prétoire*, 15 mars 2018. L'Union Européenne a demandé des réformes après l'élection présidentielle de 2013, afin que soit éliminée la problématique 'opacité' du rôle de la Cour Constitutionnelle dans la tabulation des votes. '[Élection présidentielle au Mali : l'Union européenne pose ses conditions](#)', *Jeune Afrique*, 20 février 2018. C.f. Union Européenne, '[Mission d'observation Électorale De l'Union Européenne Rapport final – Élection Présidentielle 2013](#)', 2013; Benjamin Roger, '[Mali : Course contre la montre.](#)' *Jeune Afrique*, 6 mars 2018.

¹³ Bruce Whitehouse, 'Political Participation and Mobilization after Mali's 2012 Coup.', *African Studies Review* 60(1), 2017, pp. 5-35.

¹⁴ TV5MONDE – Afrique, '[La situation sécuritaire reste pré-occupante au Mali mais il faut des élections](#)', Moussa Mara (interview), *Le journal Afrique*, 1 mars 2018.

¹⁵ Traoré, M. et Diaby S.K.M., '[Les élections au Mali. Pourquoi les taux de participation est toujours aussi bas](#)', *Friedrich Ebert Stiftung*, 2011.

¹⁶ Baba Ahmed, '[Mali : comment l'opposition se met en ordre de marche pour la présidentielle de 2018](#)', *Jeune Afrique*, 16 février 2018. '[Mali : Tiébilé, Oumar, Soumaïla et les autres... les opposants en route vers la présidentielle](#)', *Jeune Afrique*, 18 octobre 2017.

à Montréal, 2016. C.f Sears 2017, infra.

²⁴ Sy à Sangaré 2018.

²⁵ Sy in Sangaré 2018; emphasis added.

²⁶ Envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies et Chef du Bureau pour le Sahel H. G. Sellassie: "One of the key lessons we learnt from the crisis in Mali is that democratization processes [...] need to be complemented by efforts to strengthen State institutions and better integrate and manage diverse societies." ([Tackling Sahel's enduring challenges requires regional, global cooperation](#)), 19 juin 2014.

²⁷ Aurélien Tobie, '[Central Mali: Violence, Local Perspectives And Diverging Narratives](#)' *SIPRI Insights on Peace and Security No. 2017/5*, décembre 2017; Aurélie Campana, '[Entre déstabilisation et enracinement local, les groupes djihadistes dans le conflit malien depuis 2015](#)', *Rapport Project Mali*, Centre FrancoPaix mars 2018; Adib Bencherif, '[De la "question touarègue" aux mémoires du conflit: pour une réconciliation malienne](#)', *Rapport Project Mali Centre FrancoPaix*, février 2018.

¹⁷ À un autre niveau, l'absence d'alternatives politiques crédibles et potentiellement transformatrices est liée à l'autonomie politique très conditionnée du Mali. Les propositions des acteurs politiques en matière de sécurité, de gouvernance et de développement existent dans des conditions de possibilités /potentialité/faisabilité encadrées par l'intervention et la coopération internationale. (Bergamaschi 2014, infra.). C.f. William Brown, 'Sovereignty matters: Africa, donors, and the aid relationship', *African Affairs*, 2013; Bruno Charbonneau, '[The Dilemmas of International Intervention in Mali](#)', *Centre FrancoPaix A Stabilizing Mali Project Report*, octobre 2017.

¹⁸ Catriona Craven-Matthews and Pierre Englebert, 'A Potemkin state in the Sahel? The empirical and the fictional in Malian state reconstruction', *African Security*, 2017.

¹⁹ Lant Pritchett, Michael Woolcock, and Matt Andrews, 'Looking Like a State: Techniques of Persistent Failure in State Capability for Implementation', *Journal of Development Studies* 49, no. 1, 2012, pp. 7-9.

²⁰ '[Présidentielle au Mali : le Premier ministre promet des moyens pour sécuriser le centre du pays](#)', *Jeune Afrique / AFP*, 12 février 2018.

²¹ Alors que 32% des Maliens affirment être affectés par la crise, il existe des variations significatives entre les régions, allant de 100% pour Kidal à 5% à Koulikoro. Mamadou Dolo, '[Afrobarometer : Resultat du 7ème round d'Afrobarometre au Mali](#)', *Infosept*, 23 février 2018. De même, l'insécurité alimentaire peut constituer un problème commun aux régions du Nord et du Sud, mais elle peut aussi présenter des caractéristiques divergentes significatives.

²² Boniface Dulani, 'Malian Democracy Recovering; Military Rule Still Admired. Afrobarometer Policy Paper 12', 2014, p. 18. La satisfaction populaire à l'égard de la démocratie, qui était tombée de 63 % en 2002 à 31 % en 2012 sous le régime de ATT, n'a rebondi qu'à 53 % au cours des premiers moments de l'apogée de l'enthousiasme pour la présidence d'IBK.

²³ Des 'micro' autoritarismes, ou localisés, sous une variété de 'chefs', trouvent des pratiques correspondantes dans les bureaucraties gouvernementales et non gouvernementales. Daouda Coulibaly, 'Comprendre la variation de la mise en oeuvre de la participation publique entre les administrations locales : Le cas des Communes III et V du district de Bamako au Mali' *Thèse de Doctorat en études urbaines, L'Institut national de la recherche scientifique et l'Université du Québec*



Nouvelles et annonces

- Symposium du Centre FrancoPaix et du WAPSN 2018, Bamako, Mali, 4-5 mai 2018.

Le Centre FrancoPaix, en partenariat avec le West Africa Peace and Security Network (WAPSN), organise son 4^{ème} symposium annuel à Bamako, Mali, les 4 et 5 mai 2018, à l'École de Maintien de la Paix "Alioune Blondin Beye". Cet événement sera un espace d'échange d'idées, promouvant la coopération scientifique et l'interaction entre le monde des praticiens et le monde académique. Chaque année, des questions d'actualité sont choisies pour favoriser cet échange d'idées et fournir une série de réflexions sur les politiques concernant la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Les participants sont des universitaires et des experts, principalement d'Afrique de l'Ouest, du Royaume-Uni, d'Europe continentale et du Canada, mais également des praticiens de diverses organisations telles que : les organisations de la société civile comme le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), les services diplomatiques, les forces armées et les organisations régionales et internationales (par exemple, la CEDEAO, l'ONU, l'UE), et les instituts de recherche et de formation (*Legon Centre for International Affairs and Diplomacy* (LECIAD), *Institute for Peace and Strategic Studies* (IPSS), et Université d'Ibadana au Nigeria). Le programme provisoire du symposium peut être [consulté ici](#).

- Lors de la 59^e convention annuelle de l'International Studies Association (ISA), qui s'est tenue à San Francisco du 4 au 7 avril, Bruno Charbonneau a présenté « *Intervention in Mali: Building Peace Between Peacekeeping and Counterterrorism* » et a été également président du panel « *Peacekeeping: Between "Success" and "Exit Strategy"* ».

Maxime Ricard y a présenté un papier co-rédigé avec Adib Bencherif, intitulé « *Ethnography of (in)security brokers in West Africa* » dans le cadre du panel « *Local and Global in Politics of Intervention* ».

- L'atelier annuel du West Africa Peace and Security Network "New Thinking on West African Security Challenges" se tiendra à l'Université de Portsmouth les 17 et 18 mai 2018. Le programme provisoire du symposium peut être [consulté ici](#).

- Bruno Charbonneau a publié l'article "La stratégie de sécurité de la France au Sahel", dans *Les grands dossiers de Diplomatie 44 - Géopolitique de la France*, d'avril 2018.

Il a également participé le 25 avril 2018 au panel de discussion intitulé "[La contribution canadienne à la mission de paix au Mali \(MINUSMA\): prenons-nous des risques indus ou agissons-nous en tant que joueur mondial responsable?](#)", organisé par le Groupe de réflexion sur l'Afrique, à Ottawa. Enfin, il a été convié à assister, par visio-conférence, à la table d'échange "Les défis de la prévention de l'extrémisme violent au sein de l'espace francophone : réflexion vers des partenariats innovants".

en Afrique subsaharienne", qui a eu lieu au Bureau du Québec à Dakar, le 22 mars. Cette activité se tenait dans le cadre de la Quinzaine de la Francophonie au Sénégal et du lancement prochain au Québec de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

- Me Emile Ouédraogo, directeur du Centre africain de droit international pénal et de droit humanitaire (CADIPH), est invité conjointement par la CICR et la Croix-Rouge française pour assister aux côtés d'experts internationaux à une table ronde francophone sur le droit international humanitaire qui aura lieu à Paris du 18 au 20 avril 2018. Il prendra aussi part prendre part à la Conférence internationale « Déclaration Saint-Boniface : 12 ans près » qui se tiendra à Ottawa (Canada) les 9, 10 et 11 mai 2018.

- Emmanuel Goffi a publié 2 articles, "[La culture du silence dans les armées françaises : une servitude intellectuelle institutionnalisée](#)" dans *Multipol - Réseau d'analyse et d'information sur l'actualité internationale*, 12 avril 2018, et "[Les « robots tueurs » sont inévitables](#)" dans *Le Devoir*, 14 avril 2018. Il a aussi fait plusieurs apparitions sur plusieurs émissions de ICI Radio-Canada Première : "[Problèmes éthiques des systèmes d'armes létales autonomes](#)", dans *L'heure de pointe-Toronto*, 12 avril 2018; "[Encadrer les robots tueurs pour prévenir les dérives](#)", dans *L'heure du monde*, 10 avril 2018; "[La stratégie militaire des frappes en Syrie : Entrevue avec Emmanuel Goffi](#)" dans *Faut pas croire tout ce qu'on dit*, 14 avril 2018; and "[Emission spéciale sur les frappes en Syrie : la force militaire](#)", dans *Le National*, 14 avril 2018.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

Canada 